L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

65ème Année

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 28 SEPTEMBRE 1891.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73.

Editeur & Gérant.
Propriétaires-Editeurs

Entered at the Post Office at New Orleans, La Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
LUNDI, 28 SEPTEMBRE 1891.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
A mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Le discours de M. de Freycinet à Vendeuvre.

Le discours que M. de Freycinet vient de prononcer à Vendeuvre mérite l'approbation de tous les Français; nous ne lui marchanderons pas la nôtre—dit le *Journal des Débats*. Il était difficile de mieux dire, en termes plus justes et plus mesurés, avec plus de convenance, avec plus d'à-propos. La parfaite simplicité de ce discours en rehausse le mérite à nos yeux. A quoi bon, d'ailleurs adopter le mode oratoire? Les faits ne parlaient-ils pas assez éloquemment pour se passer de rhétoriques? M. de Freycinet, président du Conseil et ministre de la guerre, se trouvait au centre de la plus grande concentration de forces militaires qui ait eu lieu en temps de paix: des manœuvres importantes venaient de se dérouler et avaient donné de bons résultats: nos soldats, si vifs et si alertes, couraient dans tous les sens une immense étendue de territoire; les généraux sur les quels la presse compte le plus, se pressaient autour du ministre. Le cadre paraît trop de grandeur pour qu'il fut opportun de forcer la voix. M. de Freycinet s'est rappelé sa double qualité de chef de l'armée et de chef du gouvernement. Quelques mots lui ont suffi pour caractériser la situation militaire à la suite de ces grandes manœuvres, et toute situation politique. Au milieu de tout cet appareil de guerre, la confiance dans notre force avait à peine besoin d'être affirmée; M. de Freycinet a voulu surtout inspirer confiance dans notre attitude pacifique. Il a dit et si ferme, si calme, si bien du silence que prescrivent les règlements de l'armée, n'en a produit que plus d'effet. Les physionomies seules trahissaient l'impression ressentie. Une telle scène, dans les circonstances qui l'accompagnent, a une valeur qui ne saurait échapper à personne.

"Ne nous laissons pas, a dit M. de Freycinet, de perfectionner et de fortifier notre armée. Elle est un des éléments, et non des moindres, de notre influence dans le monde. Elle a sa part dans les événements dont se réjouit votre patriotisme." Oui, certes! au grande part. Le monde est ainsi fait que c'est à celui qui tient d'autre manière que celui auquel sa force lui donne droit. M. de Freycinet a été ministre des affaires étrangères avant d'être ministre de la guerre: il sait parfaitement qu'avec toute l'habileté possible nous n'avons d'autre disposition que celle qui est en rapport avec l'importance de nos armées de terre et de mer. Il a vu sous très délié et très exercé des réalités pour médire du militarisme. Le lieu aurait d'ailleurs été mal choisi. L'armée, telle qu'il venait de la voir manœuvrer, est, dans notre démocratie, la meilleure école de dévouement, d'abnégation, de discipline et de patriotisme. Elle ne pourrait se faillir sans que la vertu même de la nation en fût amoindrie. Mais, loin de faiblir, elle se fortifie tous les jours. "Ses progrès, a dit M. de Freycinet, ses progrès que l'Europe voit et auxquels la France applaudit, inspirent aux uns la confiance, aux autres la prudence." Personne ne doute que nous n'soyons forts; nous prouverons que nous sommes sages". Après le ministre de la guerre, c'est le président du Conseil qui parlait.

"Nous sauvons gagner, a-t-il dit, dans une situation nouvelle, le calme, la dignité, la mesure, qui, aux mauvais jours, ont préparé notre relèvement." La situation est nouvelle, en effet. Depuis quelques mois, depuis quelques semaines, des événements se sont passés qui ont fait apparaître une Europe imprévue du plus grand nombre. La France républicaine a rencontré des sympathies qui n'ont pas hésité à se manifester officiellement, on sait avec quelle allure franche et résolue. C'est à elle-même, il est vrai, de le dire, qu'elle doit ce retour de justice et de fortune. Elle a prouvé qu'elle pouvait vivre, qu'elle pouvait se défendre à l'intérieur, se défendre et se faire respecter encore les factions, mieux encore les apaiser. Malgré des fautes regrettables et que nous n'avons pas cessé de combattre, la République a été conservatrice au moins autant que les gouvernements qui avaient précédé. Enfin, comme l'a dit M. de Freycinet, elle s'est montrée capable d'un "esprit de suite qui ne se cède à celui d'aucune monarchie". Si cet esprit s'est manifesté quelque part avec des particularités évidentes, remarquées c'est dans la reconstitution de nos forces militaires. Il serait injuste de ne pas en faire honneur à tous les partis, car tous ont concouru à cette œuvre nationale: la République en a profité sans doute, la France plus encore. Le moment est venu où, par l'effet lent mais sûr de ces causes diverses, de vieux préjugés sont tombés en Europe. On reconnaît enfin la durée de notre gouvernement; on a constaté notre force; il a bien fallu reconnaître notre modération. Un long travail s'est fait sourdement dans les esprits et tout d'un coup le résultat en est apparu. Il en est des nations comme des hommes, le temps est nécessaire à asseoir leur considération; le jour vient enfin où elle se montre fortement établie. Ce jour est venu pour nous. Nul ne peut en revendiquer seulement l'honneur; il est celui de tout le monde; il n'appartient qu'à la France; mais c'est être équitable d'en attribuer la plus large part à notre armée qui n'a pas cessé de travailler en silence, au milieu de nos bruyantes et quelquefois si vaines agitations.

Ce qui nous plaît, dans le discours de M. de Freycinet, c'est que la constatation d'une situation nouvelle se complète par l'affirmation d'une politique qui ne sera pas changée. Nous ne parlons pas, bien entendu, des détails de notre politique intérieure; beaucoup de choses pourraient très utilement y être modifiées, et elles le seront en jour ou l'autre; mais au dehors nous continuerons de prouver "que nous sommes sages". N'est-ce pas le moyen de conserver les sympathies que nous avons inspiré? La France, qui a connu jadis tant d'aventures, pour elle-même quelquefois, par les autres le plus souvent, a renoncé à ce rôle agressif et chevaleresque qui a eu tant d'éclat, mais aussi tant d'inconvénients. Aujourd'hui elle est, dans notre démocratie, la meilleure école de dévouement, d'abnégation, de discipline et de patriotisme. Elle ne pourrait se faillir sans que la vertu même de la nation en fût amoindrie. Mais, loin de faiblir, elle se fortifie tous les jours. "Ses progrès, a dit M. de Freycinet, ses progrès que l'Europe voit et auxquels la France applaudit, inspirent aux uns la confiance, aux autres la prudence." Personne ne doute que nous n'soyons forts; nous prouverons que nous sommes sages". Après le ministre de la guerre, c'est le président du Conseil qui parlait.

"Nous sauvons gagner, a-t-il dit, dans une situation nouvelle, le calme, la dignité, la mesure, qui, aux mauvais jours, ont préparé notre relèvement." La situation est nouvelle, en effet. Depuis quelques mois, depuis quelques semaines, des événements se sont passés qui ont fait apparaître une Europe imprévue du plus grand nombre. La France républicaine a rencontré des sympathies qui n'ont pas hésité à se manifester officiellement, on sait avec quelle allure franche et résolue. C'est à elle-même, il est vrai, de le dire, qu'elle doit ce retour de justice et de fortune. Elle a prouvé qu'elle pouvait vivre, qu'elle pouvait se défendre à l'intérieur, se défendre et se faire respecter encore les factions, mieux encore les apaiser. Malgré des fautes regrettables et que nous n'avons pas cessé de combattre, la République a été conservatrice au moins autant que les gouvernements qui avaient précédé. Enfin, comme l'a dit M. de Freycinet, elle s'est montrée capable d'un "esprit de suite qui ne se cède à celui d'aucune monarchie". Si cet esprit s'est manifesté quelque part avec des particularités évidence, remarquées c'est dans la reconstitution de nos forces militaires. Il serait injuste de ne pas en faire honneur à tous les partis, car tous ont concouru à cette œuvre nationale: la République en a profité sans doute, la France plus encore. Le moment est venu où, par l'effet lent mais sûr de ces causes diverses, de vieux préjugés sont tombés en Europe. On reconnaît enfin la durée de notre gouvernement; on a constaté notre force; il a bien fallu reconnaître notre modération. Un long travail s'est fait sourdement dans les esprits et tout d'un coup le résultat en est apparu. Il en est des nations comme des hommes, le temps est nécessaire à asseoir leur considération; le jour vient enfin où elle se montre fortement établie. Ce jour est venu pour nous. Nul ne peut en revendiquer seulement l'honneur; il est celui de tout le monde; il n'appartient qu'à la France; mais c'est être équitable d'en attribuer la plus large part à notre armée qui n'a pas cessé de travailler en silence, au milieu de nos bruyantes et quelquefois si vaines agitations.

Ce qui nous plaît, dans le discours de M. de Freycinet, c'est que la constatation d'une situation nouvelle se complète par l'affirmation d'une politique qui ne sera pas changée. Nous ne parlons pas, bien entendu, des détails de notre politique intérieure; beaucoup de choses pourraient très utilement y être modifiées, et elles le seront en jour ou l'autre; mais au dehors nous continuerons de prouver "que nous sommes sages". N'est-ce pas le moyen de conserver les sympathies que nous avons su inspirer